

Menaces sur un dessinateur argentin

« *Ministre, pas avec nos enfants!* »

Nik, octobre 2021

Je suis retournée en Argentine après plus de vingt ans de vivre en Allemagne. C'est le pays que j'aime mais qui me déçoit aussi. Mon père, qui avait émigré de l'Allemagne dans les années 1930, disait que l'Argentine, même s'il l'aimait, était le pays de l'éternel futur. Et il en est encore ainsi.

Le gouvernement populiste actuel d'Alberto Fernández et Cristina Kirchner semble n'avoir aucune direction, aucun plan, aucune empathie et, pour couronner le tout, toutes les cases sont vides. Face aux critiques de plus en plus vives de la population, ils entreprennent la tactique habituelle de persécuter et de menacer la presse, voix audible du malaise général. Quand je dis journalisme, j'inclus aussi les dessinateurs. Déjà dans un gouvernement précédent, Mme Kirchner avait qualifié de « quasi mafieuse » une caricature d'elle avec sa bouche recouverte d'un pansement, faite par l'inoubliable **Sábat**. Pour maintenir sa bouche fermée.

Aujourd'hui, c'est justement le ministre de la Sécurité qui a menacé **Nik**, dessinateur d'humour, via l'un des réseaux sociaux, même pas à cause d'un dessin, mais parce que le caricaturiste avait déclaré que le gouvernement devrait s'occuper de l'éducation et des écoles, du progrès et de la dignité, au lieu d'offrir des voyages gratuits aux écoliers qui n'ont pas eu de cours pendant la pandémie.



Le ministre Aníbal Fernández a pris le temps de répondre à Nik en lui faisant comprendre qu'il savait bien dans quelle école vont ses filles. Un système couramment utilisé par la mafia, avec des allusions à la famille. Non?

Nik, la presse et les politiciens de l'opposition ont réagi en conséquence, la nouvelle a fait la une des journaux, et le droit à la libre expression du citoyen est ancré dans l'esprit du peuple, mais nous n'avons entendu aucune réponse de la part du gouvernement.

À nous d'être attentifs, afin que ces avancées ne se généralisent pas ou ne deviennent banales dans la société dans laquelle nous voulons vivre.

Marlene Pohle, Funes, 15 octobre 2021

